



**Mouvement
Européen
Seine-Maritime**

1

LE MOIS DE LA SANTÉ – JUIN 2020

Semaine 2: le renouveau industriel de l'Europe

Faut-il rapatrier les entreprises de santé? Est-ce un fait européen ou national?
Quelle situation en Normandie ?

Visioconférence du 9 juin 2020 – 16 h 45

Invités :

Jean-Luc Léger,

Président du CESER (Comité Économique Social et Environnemental Régional de Normandie)

Président de Associations et Territoires

Bernard Leroy,

Président de la Communauté d'Agglomération Seine-Eure

Chargé par le Président de la région Normandie d'une mission sur la

réindustrialisation de la Normandie. Ancien chef d'entreprise (pharmaceutique)

Ancien maire du Vaudreuil, ancien député, ancien conseiller régional.

Animation : Philippe Penot (PP)

Régie : Gérard Grancher

Prise de notes : Alain Ropers

Nombre de personnes connectées : 32

PREMIERE PARTIE – M. JEAN-LUC LEGER

Bonjour Monsieur Jean-Luc Léger, vous êtes Président du CESER. Le conseil économique, social et environnemental régional est une assemblée représentant les "forces vives" de la région que la Région consulte sur les grands dossiers régionaux parce qu'ils ont eu une capacité à s'élever au-dessus de la mêlée. Il ne prend aucune décision mais émet des avis par lesquels il participe à l'administration de la région. Je vous remercie au nom du Mouvement Européen de nous apporter ses éclairages sur sa vision de la situation.

Première question. Quel regard sur notre industrie ?

PP : Ma première question porte sur le regard que vous posez, après cette crise sanitaire, sur notre industrie normande et en particulier celle qui s'étend tout le long de la Vallée de la Seine déjà mise à l'index après l'accident Lubrizol et à l'approche d'un Brexit potentiellement « dur ».

contact@mouvement-europeen76.eu

09 52 20 76 00

10/06/2020

Jean-Luc Léger

Merci de votre accueil. Je rappelle que le CESER est composé de 3 collèges : un collège patronal, un collège syndical, et un collège comprenant des associations, l'enseignement supérieur et la recherche.

La crise sanitaire aura bien sûr des répercussions importantes, et le Brexit aussi. Par exemple, les britanniques, qui ne produisent pas assez de produits agroalimentaires, vont-ils continuer à acheter ces produits en Normandie ? C'est un danger pour la filière agroalimentaire normande.

Crise sanitaire ou pas, la question industrielle se pose dans notre territoire, et partout en France aussi bien dans la vallée de la Seine, qui est l'axe principal de développement de la Normandie que dans la Vallée de Luynes dans le Perche, par exemple qui est aussi très industrielle, ou dans des territoires moins importants.

Déjà en 1789, Fernand Bredel, dans « Identité française » mentionnait que les 5 départements normands étaient dans le *top ten* des plus riches de France. Bien entendu, à l'époque leur richesse était essentiellement liée à l'agriculture. Cette richesse initiale a constitué une chance pour notre région, mais aussi par la suite, une difficulté. En effet, des régions moins riches au départ, comme la Bretagne, ont dû se poser des questions : Comment s'en sortir ? Comment s'associer ? Ces questions ne se sont pas posées en Normandie, ou trop tard.

Par ailleurs, la Normandie a bénéficié de plans de déconcentrations industrielles successifs, sans que les Normands y soient pour quoi que ce soit.

Parmi les outils dont disposent tous les territoires pour les développements, il y a ce qu'on appelle les corridors, par lesquels transitent les marchandises, par rail, par route, par voie fluviale, mais aussi l'énergie, les télécommunications, etc. Pour la Normandie, il s'agit du corridor atlantique, qui part du Havre, passe par Paris, et bifurque vers Bordeaux puis l'Espagne, jusqu'à Cadix. Contrairement à d'autres corridors, dans les Pays-Bas, en Allemagne, ou même dans la partie est de la France et en Espagne ou en Italie qui sont pleins de ramifications, le nôtre va tout droit et n'est pas connecté, ni à la Bretagne, ni au Pays de Loire, ni au réseau du nord de l'Europe. Le réseau ferré est insuffisant. Le réseau fluvial n'est pas connecté au réseau de Belgique et de Hollande.

Or, l'industrie a besoin de ramification. C'est un enjeu majeur. Il est vital pour la Normandie de travailler avec les autres régions en développant les ramifications, notamment vers le centre de l'Europe, vers le Portugal en ré-adhérant à l'arc atlantique, mais aussi vers l'Irlande qui peut-être un passage de contournement du Brexit vers le Royaume Uni.

Le fret et l'industrie étant extrêmement liés, il serait bon d'avoir un tracé qui ne passerait pas obligatoirement par l'île de France.

Deuxième question. Le pacte vert européen une aide pour sortir de la crise ?

PP : Vous nous avez évoqué, l'atout que représentent les infrastructures financées par l'Europe sur lesquelles la Région pourra s'appuyer pour un rebond de notre économie ; pensez-vous que le pacte vert Européen peut aussi être une opportunité pour sortir par le haut de cette crise ?

Jean-Luc Léger

C'est évidemment une des pistes. Il existe aussi un autre dispositif plus ancien, les euro-régions, dispositif qui évoquait dès l'origine les questions économiques, d'emploi,

contact@mouvement-europeen76.eu

09 52 20 76 00

10/06/2020

de culture, mais aussi l'environnement et le changement climatique. En effet, l'UE a impulsé dès le début des 90 des politiques intéressantes qui n'étaient malheureusement pas travaillées à l'échelon national.

C'est ainsi que de grosses euro-régions comme celle de la Ruhr vers les pays Bas, ou ce qu'on appelle la grande région, qui comprend la Suisse, le grand est, la Sarre, la Wallonie, le Luxembourg, ont contribué grandement au développement économique de leurs territoires ;

En Normandie, on aurait pu faire une euro-région avec une partie de l'Angleterre, mais le cours de l'Histoire en a décidé autrement. Aujourd'hui, la Normandie, la région des Hauts de France et une partie du Benelux et de l'Allemagne devraient travailler ensemble et de façon très complémentaire. Nous devons nous allier politiquement et économiquement, et anticiper.

Parmi les secteurs porteurs, on peut citer les micro-algues. Ce secteur est encore au stade de la recherche, mais il concerne des domaines très divers, comme l'alimentation, les médicaments, les matériaux routiers, etc.

Evoquons le cas de la Chapelle-Darblay, qui ferme ses portes, alors que cette usine traite le tiers des cartons et déchets au plan national ! Il faut se mobiliser pour la poursuite de cette activité. En effet, le déchet devient une matière première, donc un élément vital, écologique, et en même temps local, ce qui devrait permettre de mobiliser des moyens, notamment européens. Produire chez nous c'est à la fois une question de souveraineté et de survie pour notre industrie.

Troisième question. **Quelle attractivité pour la Normandie ?**

PP : Aujourd'hui diriez-vous que l'attractivité de la Normandie est favorable à la relocalisation d'une activité industrielle ?

Jean-Luc Léger

L'attractivité est multifactorielle. Ce n'est pas seulement une question d'avantage fiscal, de coût de la main d'œuvre, c'est tout un ensemble. Il faut un environnement social favorable. L'industrie a besoin d'attirer des ingénieurs, des cadres, des techniciens supérieurs. C'est une question de salaire, bien-sûr, mais plus largement de bien être, prenant en compte l'accès à la santé, l'existence de maternités, la démographie médicale, la possibilité d'une vie culturelle de niveau suffisant, les écoles et les universités pour les enfants, un travail pour le conjoint, etc. Certaines petites villes, malgré toutes leurs qualités, malgré les efforts faits par les intercommunalités pour revivifier le commerce, ne sont pas attractives pour les cadres.

L'attractivité, c'est aussi la capacité à réunir des financements. Dans ce domaine, notons que la recherche normande travaillait beaucoup avec les britanniques et que eux, étaient particulièrement performants pour savoir trouver des fonds européens.

Remerciements de Philippe Penot à Jean-Luc Léger, et quelques mots de transition vers la deuxième partie de la réunion avec Bernard Leroy.

DEUXIEME PARTIE – M. BERNARD LEROY

Bonjour Monsieur Bernard Leroy, quelques mots d'introduction pour vous présenter avant d'entrer dans le cœur de notre sujet. Pour reprendre vos mots : « *Que ce soit en tant qu'élu régional, président de l'Agence Régionale de Développement de Haute-*

contact@mouvement-europeen76.eu

Normandie, parlementaire, chef d'entreprise ou élu local, vous avez toujours mis votre passion du développement industriel au service du territoire normand ». Aussi aujourd'hui c'est tout légitimement qu'Hervé Morin fait appel à vos compétences et votre expérience pour élaborer et mettre en œuvre une stratégie visant la redynamiser l'industrie de notre Région confrontée à une crise sanitaire sans précédent.

Première question. Peut-on relocaliser notre industrie ?

Venons-en au cœur du sujet ; en faisant apparaître au grand jour les difficultés d'approvisionnement de certains produits clefs et la dépendance des producteurs nationaux aux marchés étrangers, la crise du Covid-19 a suscité un engouement pour le « made in France ». *"Il nous faut retrouver la force morale et la volonté pour produire davantage en France et retrouver cette indépendance"* a déclaré Emmanuel Macron fin mars. Mais les raisons structurelles qui ont poussé à la délocalisation (coût du travail, manque de formation, etc.) ne sont-elles pas toujours présentes ? Alors ré-industrialiser, relocaliser, on en parlait avant le coronavirus. Dans le *"monde d'après"* est-ce un vœu, une volonté réaliste ou une tendance nécessaire sur laquelle s'appuyer ? Et quels secteurs faut-il réindustrialiser en priorité ?

Bernard Leroy

Merci de l'invitation. Vous évoquez de la mission que m'a confiée Hervé Morin. Effectivement l'industrie a une place très importante pour notre région, puisque elle représente 20% de son PIB, alors que la moyenne nationale est de 12%. C'est aussi le cas de la Communauté d'Agglomération Seine-Eure (CASE) qui comprend 103000 habitants, territoire qui a toujours été industriel depuis deux siècles, notamment avec l'industrie textile. Pour la petite histoire, la redingote de Napoléon était en drap de Louviers, ce qui faisait dire à l'empereur : « Je mets mon Louviers ». Ce territoire présente aussi un taux d'emploi féminin très élevé. Mais toutes les entreprises qui faisaient sa richesse il y a 50 ans ont toutes disparu. Leur faible valeur ajoutée, et leur marché uniquement domestique, local et français, ont fait qu'elles n'ont pas résisté à la première vague de la mondialisation. C'est un désastre économique.

Avec les villes nouvelles, ont été créés des parcs d'activité à la californienne, c'est à dire des entreprises à forte valeur ajoutée, et fortement exportatrices, dans les secteurs, de la pharmacie (Sanofi Pasteur), des parfums, du luxe, de la productique. Actuellement le territoire représente 40 000 emplois dans la moitié dans l'industrie.

La crise a révélé aussi un changement de regard sur l'industrie de la part du grand public qui a compris que pour faire des vaccins, il faut des usines à vaccins. L'image de l'usine a changé et le mot « usine » est maintenant accepté, malgré les nuisances, même si à Rouen, c'est encore très différent à cause de l'incendie de l'usine Lubrizol. La mission que m'a confiée Hervé Morin, c'est de dégager des lignes de forces permettant de nouvelles industrialisations, en analysant les points forts et en travaillant dessus, et en identifiant quels sont les problèmes spécifiques à nos

12 filières stratégiques normandes, pour bien trouver les bons critères à partir desquels répartir les aides éventuelles.

Par exemple, les médicaments sont dépendants des principes actifs qui sont fabriqués ailleurs.

Pour les cosmétiques, c'est le problème des fournisseurs, les flacons, les pompes, les vases, etc.

Le secteur automobile est lié à la transition vers l'électromobilité, à la fabrication des batteries.

L'aéronautique ne s'appuie pratiquement plus que sur un pilier : la défense
 Pour l'agro-industrie, il y a les problèmes de traçabilité, de machines-outils, etc.
 La transformation de nos usines actuelles en usine 4.0 nécessite d'attirer des *start up* pour fournir des logiciels, etc.

Il faut noter aussi une pénurie de foncier sur l'axe de la Seine pour implanter des industries. Dans la métropole, par exemple les terrains sont souvent pollués, ce qui nécessite des procédures longues et coûteuses. Souvent, il faut 8 ou 10 ans avant de pouvoir implanter une usine. C'est toute la difficulté de la ré-industrialisation.

C'est pour ça qu'il faut anticiper, pour identifier les sites et définir très en amont la spécialisation des parcs pour créer une sorte d'écosystème, et d'économie circulaire. Voilà comme je vais travailler. De façon concrète et pragmatique.

Deuxième question. **Comment l'industrie doit-elle s'adapter ?**

La crise a aussi révélé la capacité d'usines à adapter leurs machines pour produire les équipements nécessités par la crise sanitaire : des producteurs de parfum fabriquent du gel, des fabricants de textiles techniques des masques, d'autres s'unissent pour aider Air Liquide à produire plus de respirateurs. L'indépendance stratégique ne peut-elle pas aussi s'obtenir en faisant preuve d'agilité, en utilisant la flexibilité des usines pour produire en urgence les appareils et machines dont on a besoin, même si ces usines fabriquent d'autres produits en temps normal. L'industrie 4.0 n'est-elle pas une réponse possible à notre indépendance en particulier ?

Bernard Leroy

Pendant les 2 mois de confinement, notre industrie a montré sa remarquable capacité d'adaptation, d'agilité, etc. Par exemple, l'entreprise Dediene près de Gaillon, une PME de 700 personnes spécialisée dans les matériaux polymères s'est mise à fabriquer des visières en imprimante 3D, et s'est attachée à réduire la partie jetable des masques.

Mais c'est circonstanciel. Une adaptation plus profonde reste nécessaire, car l'économie mondiale restera ouverte même si ce ne sera sans doute plus la mondialisation à outrance. Il convient donc de différencier ce qui est critique ou pas. Par exemple, Sanofi fabrique aussi des principes actifs dans plusieurs de ses sites, dont deux sont implantés en France, mais aussi en Angleterre, en Italie, en Allemagne et en Hongrie. Sanofi pourrait livrer à ses concurrents mais ça nuirait à son marché. Donc les concurrents se fournissent ailleurs, et deviennent dépendants de la Chine, par exemple.

C'est aussi un problème de coût, puisque la fabrication des principes actifs revient environ deux fois plus cher en Europe qu'en Inde ou en Chine. Mais, il faut aussi relativiser : la fabrication du principe représente environ 30% du prix de l'industrialisation, qui elle-même ne représente que 10% du prix total d'un médicament. Le principe actif ne représente donc que 3% du prix du médicament.

Ne peut-on pas trouver un financement supplémentaire pour ces 3% et s'affranchir ainsi d'une dépendance vis à vis de l'Inde ou de la Chine ?

Les crises sont révélatrices des comportements, et il apparaît que de nouvelles interactions sont possibles entre l'Europe, les États et les territoires.

Troisième question. **Quelle politique industrielle européenne ?**

contact@mouvement-europeen76.eu

09 52 20 76 00

10/06/2020

Quelle place, selon vous, peut et doit prendre l'Europe dans cette stratégie ? Que devraient-êre les grandes lignes d'une politique industrielle Européenne (extérieure et intérieure) qui aideraient à la réalisation de votre mission et favoriseraient dans les secteurs fondamentaux sécurité et indépendance ?

Bernard Leroy

Il y a un exemple pertinent : l'Europe de la défense. C'est un sujet sensible qui divise les formations politiques à droite au centre et à gauche, et qui a un gros impact sur les PME de technologie de défenses. Si on ne fait pas cette industrie de la défense européenne, toutes ces entreprises seront mortes. Et pourtant, c'est typiquement un sujet pour lequel on a beaucoup d'atout, de l'innovation, de la créativité, et la capacité à faire quelque chose. On a intérêt à faire chacun un pas pour avancer, sans ça c'est le drame.

Le monde va rester forcément ouvert, on ne peut pas revenir à la calèche. Il y a bien sûr des technologies qu'on a perdues, mais dans tous les secteurs industriels il faut continuer à jouer sur les points forts sur lesquelles on doit travailler. C'est compliqué mais c'est faisable.

TROISIÈME PARTIE – M. BERNARD LEROY

André Calentier. Question pour Bernard Leroy. On sait que dans le secteur automobile, les moteurs hybrides et électriques sont aussi polluants et déjà dépassés. Ne faut-il pas viser plutôt le moteur à hydrogène ?

Bernard Leroy

La recherche sur le moteur à hydrogène avance, notamment sur les camions. Mais l'électrique est mort ? Pas vraiment. Il y a encore du temps. On a des usines qui fournissent les fabricants de batteries partout dans le monde. L'usine Renault de Cléon fabrique des moteurs électriques. Ne tuons pas l'émergence d'une industrie locale performante, alors qu'on a déjà perdu, vague après vague l'industrie textile, puis l'industrie du petit électrique, pensons à la prochaine vague.

André Calentier. Question pour Jean-Luc Léger. L'axe atlantique pourrait être une chance pour la Normandie, mais il n'y a pas de TGV suffisants, pas d'aéroports dignes de ce nom.

Jean-Luc Léger

Il n'y aura pas de TGV, c'est vrai. Mais, néanmoins, en ce qui concerne la distribution des marchandises, il faut libérer les sillons (du kilomètre/temps).

Si on compare notre région avec Anvers ou Rotterdam, où le fret ferroviaire est très actif et le fluvial est très développé, on se rend compte de l'importance du canal Seine-Nord sans lequel l'Île de France est plus un cul de sac qu'un lieu de transitions. Quant aux infrastructures routières et ferroviaires, elles devraient être moins en étoile mais de plus en plus circulaires, et contourner contournant l'île de France quand ce n'est pas nécessaire d'y passer. Les voies ferrées existent mais ne sont pas forcément adaptées, il s'agit plus de les moderniser que d'en créer de nouvelles.

Bernard Leroy

contact@mouvement-europeen76.eu

09 52 20 76 00

10/06/2020

Tout à fait d'accord, il faut contourner Paris.

Paul Astolfi : Comment préserver et reconquérir notre souveraineté ?

Jean-Luc Léger

La question est vaste. Elle ne concerne pas seulement l'industrie, mais aussi d'autres domaines économiques, les services, les infrastructures, l'accompagnement à l'export, etc. Mais ne pas tout produire chez nous n'est pas forcément un recul considérable. Il faut raisonner au niveau du marché interne de l'UE. La souveraineté ne doit pas forcément être normande ou française mais à dimension variable selon les domaines.

Richard Lecoœur. L'avenir est à des industries à forte valeur ajoutée. Pensez-vous que ça implique des salariés à valeur ajoutée, avec un grand besoin de qualifications ?

Bernard Leroy

C'est évident. Les recrutements se font à l'échelle européenne aujourd'hui car on ne trouve pas nécessairement sur place la qualification requise. Par exemple, dans le secteur de la pharmacie, nous disions, sous forme de boutade qu'à chaque fois qu'on créait un emploi de haut niveau, on créait aussi un chômeur : le conjoint. La faculté de pharmacie n'avait pas l'option pharmacie industrielle. On a maintenant créé la filière. De même, on a créé un diplôme pour former l'encadrement moyen etc. On a fait des bourses régionales de recherche. On était les premiers en 1985.

La proximité d'établissement d'enseignement et la recherche est essentielle pour l'implantation d'industries. On peut imaginer de faire monter le tertiaire supérieur sur Rouen et conforter la périphérie industrielle. C'est le cas de Ferrero.

???? sur la filière médicale. Robotique santé, i-médecine, etc. est-ce un axe important dans votre rapport ?

Bernard Leroy

Nous avons la chance à Rouen, d'avoir un très bon CHU de renommée mondiale sur lequel on peut miser. La télémédecine, la télé-expertise, ont été une révélation de cette crise sanitaire, alors que beaucoup de médecins étaient réfractaires jusque-là. C'est bien, mais l'avenir c'est aussi la santé connectée, qui intervient dans la fabrication des pompes et des valves, par exemple. On crée maintenant des pulvérisateurs pour asthmatiques, dans lesquels sont implantées des puces permettant au médecin de vérifier si les prises et les inhalations sont faites au bon moment, etc. C'est un secteur qui offre des possibilités colossales.

PP : nous arrivons au terme de cette réunion, mais je risque une dernière question. Quand pensez-vous récupérer le niveau économique d'avant la crise en termes d'emploi ?

Bernard Leroy

Il y a des secteurs qui n'ont pas souffert, d'autres qui sont peu impactés, mais les secteurs de l'aéronautique et de l'automobile ont dérouillé. Les gens vont-ils remonter dans les avions ? Les touristes vont-ils revenir ? L'automobile devrait repartir assez vite, car on constate que les concessionnaires vendent comme des malades en ce moment. Le goût de la mobilité n'a pas disparu au contraire, après cette immobilisation

contact@mouvement-europeen76.eu

09 52 20 76 00

10/06/2020

forcée. L'industrie va moins souffrir que le tourisme. Tout sera différent d'un territoire à l'autre.

Philippe Penot remercie les invités.

Alain Ropers résume les idées principales qu'il a notées

Philippe Thill ay indique que le débat se poursuit sur le site internet du ME76 et invite les participants à le visiter.

Fin de la réunion à 18h30

